
Ma question, à laquelle j'associe mes collègues Jacques VALAX et Michel VERGNIER, s'adresse à M. le Premier Ministre.

Alors que s'ouvre leur congrès, on peut faire le constat que **2011 sera une année noire pour les maires de France.**

En effet, le gel annoncé des dotations de l'Etat aux collectivités est une véritable erreur économique.

Cette décision va entraîner une baisse de la DGF pour plus de 20.000 communes et va **mettre les collectivités au régime sec !**

Associés à la réforme territoriale, le gel des dotations va entraîner **un recul néfaste de l'investissement public aux dépens de la croissance.**

Les communes vont différer la modernisation des équipements et retarder leurs investissements.

Ceux-ci ont d'ailleurs déjà diminué en 2010 !

Alors que l'Etat emprunte pour payer ses dépenses quotidiennes, chaque €uro emprunté par les collectivités est lié à un investissement.

Après les errements liés à la réforme de la taxe professionnelle **c'est donc une double peine que vous leur infligez !**

Cette réforme / vécue dans les territoires comme une véritable usine à gaz,

- accroît les inégalités,
- et plonge les communes dans l'incertitude budgétaire alors qu'aucun dispositif de péréquation n'a été mis en place.

Au lieu d'une nouvelle la décentralisation, la réforme du gouvernement **est une vraie régression territoriale** avec la fragilisation financière des collectivités !

Cela aura des conséquences graves sur le maintien et le fonctionnement des services publics locaux utiles aux Français.

En vous attaquant aux finances locales, c'est à la vie quotidienne des français que vous vous attaquez.

Les ménages seront directement concernés car cette baisse des ressources aura 2 conséquences :

- la réduction des services rendus aux habitants
- ou la hausse des impôts acquittés par les ménages.

Alors, M. le Premier Ministre, jusqu'où comptez-vous organiser l'asphyxie financière des collectivités locales ?

